

droit des affaires et gestion des entreprises Study Guide

Faire l'histoire des entreprises sous l'occupation est une démarche essentielle pour comprendre comment le contexte historique influence le développement économique, la stratégie commerciale et la résilience des entreprises en période de crise. L'occupation, qu'elle soit militaire, politique ou économique, bouleverse le tissu entrepreneurial, obligeant les entreprises à s'adapter, à survivre et parfois à prospérer dans des environnements hostiles. Cet article explore en détail cette thématique, en analysant les enjeux, les défis et les stratégies adoptées par les entreprises durant ces périodes difficiles.

Contexte historique de l'occupation et ses impacts sur les entreprises

Les différentes formes d'occupation

L'occupation peut prendre plusieurs formes, chacune ayant des implications spécifiques pour les entreprises concernées :

- **Occupation militaire** : lorsque des forces armées contrôlent un territoire, comme durant la Seconde Guerre mondiale en France ou en Pologne.
- **Occupation économique** : domination d'une puissance étrangère sur l'économie nationale, souvent accompagnée de mesures de contrôle ou de nationalisation.
- **Occupation politique** : prise de contrôle politique par une puissance étrangère, entraînant des changements législatifs et réglementaires impactant le milieu entrepreneurial.

Impacts immédiats sur l'environnement des affaires

Les effets de l'occupation se traduisent rapidement par :

- La suspension ou la modification des activités commerciales
- La réquisition des ressources, des locaux ou des matériaux
- Une instabilité juridique et réglementaire
- Une dégradation du climat de confiance entre acteurs économiques

Les défis rencontrés par les entreprises sous l'occupation

Les enjeux financiers et opérationnels

Les entreprises doivent faire face à :

- **La pénurie de ressources** : matières premières, main-d'œuvre, capitaux.
- **La réquisition ou la confiscation** : perte de biens, équipements, stocks.
- **Les restrictions commerciales** : interdictions d'exportation ou d'importation, contrôle des prix.

Les enjeux sociaux et humains

Les conditions de travail deviennent souvent difficiles :

- Risque accru pour la sécurité du personnel
- Départ de la main-d'œuvre qualifiée ou volontairement mobilisée pour d'autres causes
- Pressions morales ou idéologiques, notamment en période de collaboration ou de résistance

Les enjeux stratégiques et éthiques

Les dirigeants doivent naviguer entre :

- La nécessité de continuer à produire pour assurer la survie de l'entreprise
- Les choix moraux liés à la collaboration ou à la résistance face à l'occupant
- Le risque de sanctions ou de représailles en cas de non-conformité

Les stratégies adoptées par les entreprises durant l'occupation

La clandestinité et la résistance économique

Certaines entreprises ont choisi de continuer leurs activités de manière clandestine :

- Création de réseaux clandestins pour la distribution
- Utilisation de marchés parallèles ou de fausses facturations
- Soutien aux mouvements de résistance en fournissant des ressources ou des informations

La collaboration économique

D'autres entreprises ont collaboré avec l'occupant pour préserver leurs intérêts :

- Acceptation de contrats contrôlés ou imposés
- Participation à des projets commodes ou stratégiques pour l'occupant
- Adaptation des modèles d'affaires pour bénéficier de la situation

La diversification et la flexibilité

Pour faire face à l'incertitude, certaines entreprises ont :

- Réorienté leur production vers des biens ou services moins soumis aux restrictions
- Exploré de nouveaux marchés ou partenaires
- Mis en place des stratégies de survie à court terme, en attendant la fin de l'occupation

Les conséquences à long terme de l'occupation sur l'histoire des entreprises

Les transformations structurelles

Après la fin de l'occupation, plusieurs entreprises ont connu :

- Une reconstruction nécessaire, souvent avec de nouveaux modèles de gestion
- La nationalisation ou la privatisation selon le contexte politique post-occupation
- Une adaptation aux nouvelles régulations et au climat économique d'après-guerre

Les cas emblématiques

Certains exemples historiques illustrent comment l'occupation a façonné l'histoire des entreprises :

- **Les entreprises françaises durant la Seconde Guerre mondiale** : de nombreux industriels ont résisté ou collaboré, influençant leur avenir économique et leur image publique.
- **Les entreprises allemandes sous l'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale** : leur rôle dans l'effort de guerre et leur reconversion après la guerre.
- **Les entreprises en Pologne ou en Belgique** : impact de l'occupation sur leur développement et leur restructuration post-occupation.

Les enseignements et leçons tirés de l'histoire des entreprises sous l'occupation

Résilience et adaptabilité

Les entreprises qui ont survécu à ces périodes difficiles ont souvent développé une capacité exceptionnelle à s'adapter rapidement aux changements imprévus.

Éthique et responsabilité

L'histoire met en lumière l'importance de la responsabilité sociale et éthique dans la conduite des affaires, surtout en période de crise.

Innovation et créativité

Face à la pénurie et à l'adversité, certains entrepreneurs ont innové pour continuer à produire ou à distribuer des biens et services essentiels.

Conclusion

Faire l'histoire des entreprises sous l'occupation permet de mieux comprendre non seulement leur résilience face à des environnements hostiles, mais aussi leur capacité à évoluer et à transformer les défis en opportunités. Ces expériences illustrent la complexité des choix stratégiques, éthiques et opérationnels en période de crise, et offrent des leçons précieuses pour la gestion des entreprises dans un monde incertain. En étudiant ces périodes, entrepreneurs, historiens et décideurs peuvent mieux appréhender les enjeux du contexte géopolitique sur le tissu économique et préparer des stratégies plus solides face à l'adversité.

Faire l'histoire des entreprises sous l'Occupation : une plongée dans une période complexe et méconnue

L'histoire économique de la France durant la Seconde Guerre mondiale demeure un sujet aussi fascinant que méconnu. Entre résistance, collaboration, survie et adaptation, les entreprises françaises ont traversé une période tourmentée marquée par l'Occupation allemande de 1940 à 1944. Faire l'histoire des entreprises sous l'Occupation, c'est analyser comment ces acteurs économiques ont navigué dans un contexte de contraintes extrêmes, de pressions politiques et de défis moraux. Ce récit, souvent éclipsé par les grandes figures politiques ou militaires, révèle pourtant des dynamiques essentielles à la compréhension de cette période et de ses conséquences durables.

La situation économique en France sous l'Occupation : un contexte de crise et de contrainte

La France sous le joug nazi : un paysage économique bouleversé

Lorsque l'Allemagne nazie envahit la France en juin 1940, la structure économique du pays est rapidement subordonnée aux intérêts du Reich. La zone occupée, représentant environ 60 % du

territoire, devient un territoire sous contrôle direct, tandis que la zone libre, au sud, demeure nominalement indépendante jusqu'en 1942. La priorité allemande est d'exploiter les ressources françaises pour soutenir l'effort de guerre du Troisième Reich.

Les entreprises françaises doivent faire face à :

- Des restrictions strictes : contrôle des prix, rationnement, restrictions sur l'importation et l'exportation.
- Une main-d'œuvre contrainte : mobilisation de la main-d'œuvre locale pour soutenir l'économie de guerre allemande, notamment via le STO (Service du Travail Obligatoire).
- Une dégradation des marchés : chute de la consommation, délocalisations, pénuries de matières premières.

Ce contexte crée une atmosphère de survie pour de nombreuses entreprises, qui doivent s'adapter rapidement pour continuer à fonctionner.

La politique économique allemande : collaboration ou résistance ?

Les autorités d'occupation instaurent une économie dirigée, où la priorité est donnée à l'approvisionnement de l'Allemagne. La mise en place d'un système d'ordonnances, de quotas et de contrôles accentue la dépendance des entreprises françaises envers l'État allemand.

Certaines entreprises choisissent la collaboration pour survivre ou prospérer, en coopérant avec l'occupant. D'autres tentent de résister, en maintenant une activité clandestine ou en limitant leur contribution à l'effort de guerre allemand.

La participation des entreprises françaises à l'effort de guerre

La collaboration économique : entre opportunisme et contrainte

Plusieurs entreprises françaises ont été amenées à collaborer directement ou indirectement avec l'occupant allemand. Parmi elles, on trouve :

- Les grandes entreprises industrielles : Renault, Michelin, Peugeot, Saint-Gobain, etc., qui ont adapté leur production à la demande allemande.
- Les secteurs clés : métallurgie, chimie, construction navale, textiles.

Exemples notables :

- Renault : l'usine de Billancourt joue un rôle crucial dans la production de véhicules militaires et de matériel pour l'occupant.
- Peugeot : production de véhicules pour l'armée allemande, avec une certaine continuité dans l'activité.
- Michelin : production de pneus pour les véhicules militaires allemands.

La collaboration économique ne se limite pas à la production. Certaines entreprises ont permis le transfert de capitaux, la fourniture de matières premières, ou la participation à des activités de renseignement.

La résistance économique et la clandestinité

Face à cette collaboration, un mouvement clandestin émerge, tentant de limiter la contribution économique à l'effort de guerre allemand ou de sabotages pour déstabiliser l'occupant. La résistance économique se traduit par :

- La dissimulation de matériel ou de documents.
- La réduction volontaire de la production.
- La fuite ou la sabotage d'équipements.

Ce contexte de tensions internes reflète la complexité des choix moraux et stratégiques auxquels les entreprises ont été confrontées.

Les enjeux moraux et les responsabilités après la Libération

La question de la « collaboration » : un sujet de controverse

Après la Libération en 1944-1945, la question de la responsabilité des entreprises dans la collaboration se pose avec acuité. Certaines entreprises sont accusées d'avoir tiré profit de leur collaboration, voire d'avoir été des « complices » de l'occupant.

Les procédures de « épuration » économique visent à identifier et sanctionner ces comportements. Les entreprises soupçonnées de collaboration ont été soumises à des commissions d'épuration, qui ont mené à des sanctions administratives, voire à la fermeture ou à la nationalisation de certains établissements.

La reconstruction et la réhabilitation

Malgré ces controverses, le processus de reconstruction économique fut rapide. La majorité des entreprises ont repris leur activité, contribuant à la relance de l'économie française. La période

d'après-guerre voit aussi une réflexion sur la responsabilité sociale des entreprises, leur rôle dans la société et leur éthique.

Les leçons et l'héritage de cette période

L'impact durable sur la mémoire économique

Faire l'histoire des entreprises sous l'Occupation permet de mieux comprendre les enjeux moraux, éthiques et économiques que ces acteurs ont dû affronter. La période a laissé une trace dans la mémoire collective, alimentant débats sur la collaboration, la résistance et la reconquête économique.

La reconstruction du tissu industriel et la modernisation

Les années d'après-guerre ont été l'occasion de moderniser l'industrie française, en intégrant des innovations technologiques et en consolidant les secteurs clés. La période de l'Occupation a également révélé la nécessité d'une régulation plus stricte et d'une vigilance accrue quant à l'éthique des entreprises.

Conclusion

Faire l'histoire des entreprises sous l'Occupation, c'est mettre en lumière une facette méconnue de la Seconde Guerre mondiale, celle où l'économie, la morale et la politique se mêlent dans un contexte de crise extrême. Ces entreprises, confrontées à des choix difficiles, ont illustré la complexité des relations entre collaboration et résistance, survie et responsabilité. Leur histoire contribue à enrichir la compréhension de cette période sombre tout en offrant des enseignements précieux sur la résilience économique et la vigilance éthique dans des temps de crise. En analysant ces dynamiques, nous pouvons mieux appréhender les enjeux contemporains liés à l'éthique des affaires, à la responsabilité sociale et à la mémoire collective.

Question Quel est l'impact de l'Occupation sur l'histoire des entreprises françaises ?
L'Occupation a profondément affecté les entreprises françaises en limitant leur activité, en imposant des restrictions économiques et en favorisant la collaboration ou la résistance, ce qui a laissé une empreinte durable sur leur développement. Comment les entreprises ont-elles résisté ou collaboré pendant l'Occupation ? Certaines entreprises ont collaboré avec les autorités d'Occupation pour continuer leurs activités, tandis que d'autres ont résisté en organisant des réseaux clandestins ou en cessant leurs opérations pour éviter la collaboration, influençant ainsi leur histoire post-guerre. Quels ont été les défis majeurs rencontrés par les entreprises durant cette période ? Les défis incluaient la pénurie de ressources, la réquisition par l'occupant, la perte de marchés, et la menace de sanctions ou de persécution, ce qui a forcé de nombreuses entreprises à s'adapter ou à fermer leurs portes. Comment l'Occupation a-t-elle influencé la reconstruction économique après la guerre

? L'Occupation a laissé un héritage de destruction et de désorganisation, nécessitant une reconstruction massive, ainsi qu'une refonte des stratégies d'entreprise pour s'adapter aux nouvelles réalités économiques d'après-guerre. Y a-t-il des entreprises françaises célèbres qui ont joué un rôle clé durant l'Occupation ? Oui, certaines entreprises comme Renault ont été impliquées dans la production pour l'occupant, tandis que d'autres ont résisté ou ont été victimes de répression, marquant leur histoire durant cette période. Comment la collaboration ou la résistance des entreprises a-t-elle été perçue après la Libération ? Après la Libération, les entreprises ayant collaboré ont souvent été condamnées ou ont dû faire face à des sanctions, tandis que celles ayant résisté ont été saluées comme des acteurs de la libération nationale. Quels ont été les changements législatifs affectant les entreprises après l'Occupation ? De nouvelles lois ont été instaurées pour dénazifier l'économie, renforcer la régulation des entreprises, et promouvoir la reconstruction, tout en traitant les cas de collaboration. Comment l'histoire des entreprises sous l'Occupation est-elle enseignée dans le contexte actuel ? Elle est abordée comme un sujet complexe mêlant histoire économique, morale et sociale, souvent dans le cadre de l'étude du rôle des entreprises durant la guerre et de leur responsabilité historique. Quelles leçons peut-on tirer de l'histoire des entreprises sous l'Occupation pour la gestion éthique aujourd'hui ? Cette période souligne l'importance de la responsabilité sociale, de l'éthique en affaires et de la vigilance face à la tentation de collaboration, afin d'éviter de répéter les erreurs du passé.

Related keywords: histoire des entreprises pendant l'Occupation, Seconde Guerre mondiale, économie française, entreprises françaises, Vichy, collaboration économique, résistance industrielle, politiques économiques, occupation allemande, transformation économique

Droit Fiscal Des Entreprises

droit fiscal des entreprises est un domaine essentiel du droit qui régit la manière dont les entreprises sont imposées et les obligations fiscales auxquelles elles doivent se conformer. Il s'agit d'un secteur complexe et en constante évolution, impactant directement la gestion financière, la compétitivité, ainsi que la conformité juridique des sociétés. La maîtrise du droit fiscal des entreprises est donc indispensable pour tout entrepreneur, gestionnaire ou conseiller en fiscalité, afin d'optimiser la charge fiscale tout en respectant la législation en vigueur. Dans cet article, nous explorerons en détail les différentes facettes du droit fiscal des entreprises, ses enjeux, ses principes fondamentaux, ainsi que les obligations déclaratives et les stratégies d'optimisation fiscale.

Les bases du droit fiscal des entreprises

Définition et champ d'application

Le droit fiscal des entreprises regroupe l'ensemble des règles juridiques qui encadrent la fiscalité applicable aux sociétés et autres entités économiques. Il concerne principalement l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la contribution économique territoriale (CET), ainsi que d'autres taxes et impôts spécifiques selon la nature de l'activité et la localisation géographique.

Ce domaine est caractérisé par sa complexité, car il doit concilier la nécessité pour l'État de financer ses dépenses publiques et la volonté des entreprises de minimiser leur charge fiscale, dans le respect de la loi. Il s'applique à toutes les formes juridiques d'entreprises : sociétés anonymes (SA), sociétés à responsabilité limitée (SARL), entreprises individuelles, start-ups, associations lucratives, etc.

Principes fondamentaux du droit fiscal des entreprises

Plusieurs principes guident l'application du droit fiscal aux entreprises :

- **Principe de légalité** : l'impôt ne peut être créé ou modifié que par la loi.
- **Principe de neutralité** : la fiscalité doit respecter la neutralité économique, sans favoriser ni pénaliser une activité ou une structure particulière.
- **Principe d'égalité** : toutes les entreprises doivent être traitées de manière équitable en matière fiscale.
- **Principe de transparence** : la législation doit assurer une information claire et accessible sur les obligations fiscales.

Ces principes façonnent l'environnement juridique dans lequel évoluent les entreprises et permettent d'assurer une certaine justice fiscale.

Les principaux impôts et taxes pour les entreprises

Impôt sur les sociétés (IS)

L'impôt sur les sociétés est l'impôt principal auquel sont soumises les entreprises de forme commerciale. Son taux peut varier selon la taille de l'entreprise, son chiffre d'affaires ou son secteur d'activité.

- Taux normal : en France, le taux de l'IS était de 25% à partir de 2022.
- Taux réduit : certaines PME peuvent bénéficier d'un taux réduit de 15%, sous conditions.
- Base imposable : elle correspond au bénéfice net de l'entreprise, ajusté par des déductions, amortissements, crédits d'impôt, etc.

Les entreprises doivent déclarer et payer l'IS annuellement, en utilisant le formulaire spécifique et en respectant les échéances fixées par l'administration fiscale.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

La TVA est une taxe indirecte sur la consommation. Les entreprises agissent comme collectrices de la TVA, la reversant à l'État après déduction de la TVA récupérable sur leurs achats.

- Taux normal : généralement autour de 20% en France.
- Taux réduit : applicable à certains produits ou services (ex. alimentation, livres, travaux de rénovation énergétique).
- Obligations : déclaration mensuelle ou trimestrielle, facturation conforme, conservation des justificatifs.

La gestion de la TVA est cruciale pour la liquidité et la conformité fiscale des entreprises.

Contribution économique territoriale (CET)

La CET comprend deux composantes principales :

- **Cotisation foncière des entreprises (CFE)** : basée sur la valeur locative des biens immobiliers utilisés par l'entreprise.
- **Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : calculée en fonction de la valeur ajoutée produite par l'entreprise.

Ces taxes locales varient selon la localisation géographique et la taille de l'entreprise.

Obligations fiscales des entreprises

Déclarations fiscales

Les entreprises ont l'obligation de déclarer régulièrement leurs résultats et leur situation fiscale. Ces déclarations doivent être effectuées dans les délais impartis, sous peine de pénalités.

Les principales déclarations comprennent :

- Déclaration de résultats (liasse fiscale) pour l'IS
- Déclaration de TVA (CA3 ou autre formulaire selon le régime)

- Déclarations spécifiques pour la CET, la contribution sociale, etc.

Obligations comptables et documentation

La tenue d'une comptabilité conforme aux normes est indispensable pour justifier les déclarations fiscales. Les documents comptables doivent être conservés pendant une période minimale, généralement de 6 ans.

Il est essentiel de respecter ces obligations pour éviter tout redressement fiscal ou pénalités.

Contrôles et sanctions

L'administration fiscale peut procéder à des contrôles pour vérifier la conformité des déclarations et la sincérité des résultats déclarés.

Les sanctions en cas de non-respect peuvent inclure :

- Des amendes
- Des majorations d'impôt
- Des pénalités pour fraude fiscale

Une gestion proactive et une conformité rigoureuse sont donc indispensables pour limiter les risques.

Stratégies d'optimisation fiscale pour les entreprises

Planification fiscale

La planification fiscale consiste à organiser la structure et les opérations de l'entreprise dans le but de réduire la charge fiscale, tout en restant dans le cadre légal.

Les techniques incluent :

- Choix de la forme juridique adaptée
- Optimisation des amortissements
- Utilisation de crédits d'impôt et de dispositifs de déduction
- Structuration des investissements et des financements

Instruments et dispositifs fiscaux avantageux

Plusieurs dispositifs législatifs permettent aux entreprises d'alléger leur fiscalité, tels que :

- Crédit d'impôt recherche (CIR)
- Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)
- Exonérations temporaires ou sectorielles
- Optimisation de la fiscalité des holdings ou des filiales

Risques et limites de l'optimisation fiscale

Il est crucial de distinguer l'optimisation fiscale légale de l'évasion fiscale illégale. Les pratiques douteuses ou abusives peuvent entraîner des sanctions sévères, voire des poursuites pénales.

L'accompagnement par des experts en fiscalité est donc recommandé pour élaborer des stratégies conformes à la législation en vigueur.

Les évolutions du droit fiscal des entreprises

Réformes législatives récentes

Le droit fiscal évolue constamment pour s'adapter aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Parmi les récentes tendances, on note :

- La réduction progressive du taux de l'IS
- La lutte contre l'évasion fiscale par la mise en place de nouvelles obligations déclaratives
- La transition vers une fiscalité plus verte, avec des incitations pour les investissements durables

Perspectives futures

Les enjeux futurs concernent la digitalisation de la fiscalité, l'harmonisation européenne des règles fiscales, et l'introduction de mesures visant à favoriser l'innovation et la transition écologique.

Les entreprises doivent rester vigilantes face à ces changements pour anticiper leur impact sur leur gestion fiscale.

Conclusion

Le droit fiscal des entreprises constitue un pilier essentiel de la gestion juridique et financière des sociétés. Sa maîtrise permet non seulement de respecter la législation mais aussi d'optimiser la charge fiscale, d'assurer la pérennité et la compétitivité de l'entreprise. Face à la complexité

croissante de la réglementation, il est conseillé de s'entourer de spécialistes en fiscalité et d'adopter une approche proactive face aux évolutions législatives. En intégrant une stratégie fiscale adaptée, les entreprises peuvent naviguer sereinement dans un environnement juridique exigeant tout en contribuant au financement collectif de la société.

Si vous souhaitez approfondir un aspect particulier du droit fiscal des entreprises ou obtenir des conseils personnalisés, n'hésitez pas à consulter un expert en fiscalité ou un avocat spécialisé dans le domaine.

Droit fiscal des entreprises : une exploration approfondie du cadre juridique et fiscal

Le droit fiscal des entreprises constitue une discipline clé du droit qui régit la fiscalité applicable aux sociétés, associations, et autres entités économiques. Il s'agit d'un domaine en constante évolution, combinant des règles nationales et internationales, afin d'assurer une fiscalité équitable, efficace, et conforme aux exigences économiques et sociales. Dans cette analyse détaillée, nous explorerons les différentes facettes du droit fiscal des entreprises, ses enjeux, ses mécanismes, ainsi que ses implications pratiques.

Introduction au droit fiscal des entreprises

Le droit fiscal des entreprises regroupe l'ensemble des règles juridiques qui déterminent la manière dont les entreprises sont imposées. Il concerne principalement :

- La fiscalité directe (impôt sur les sociétés, contribution économique territoriale, etc.)
- La fiscalité indirecte (TVA, taxes douanières, etc.)
- La fiscalité locale (taxe foncière, taxe professionnelle, etc.)
- La planification fiscale et la gestion des risques fiscaux

L'objectif principal est d'assurer un équilibre entre la collecte de recettes publiques, la compétitivité des entreprises, et la conformité avec la législation en vigueur.

Les principaux impôts et taxes pour les entreprises

1. Impôt sur les sociétés (IS)

L'impôt sur les sociétés est la principale contribution fiscale des entreprises. En France, il est calculé sur le bénéfice net imposable de l'entreprise.

- Taux d'imposition : En 2023, le taux standard est de 25%, avec des taux réduits pour certaines

PME.

- Calcul du bénéfice imposable :
- Résultat comptable ajusté par des réintégrations et déductions fiscales.
- Prise en compte des déficits fiscaux reportables.
- Obligations déclaratives :
- Déclaration annuelle (liasse fiscale).
- Paiement par acomptes trimestriels ou mensuels.

2. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée)

La TVA constitue une fiscalité indirecte, appliquée sur la consommation.

- Principes fondamentaux :
- La TVA est collectée par l'entreprise lors de la vente de biens ou services.
- Elle est déductible sur les achats professionnels.
- Taux applicables :
- Taux normal : 20%
- Taux réduit : 5,5% ou 10% selon les produits/services.
- Déclarations :
- Fréquence variable (mensuelle, trimestrielle).
- Obligations de déclaration et de paiement.

3. Contribution économique territoriale (CET)

Remplaçant la taxe professionnelle, la CET comprend deux composantes principales :

- Cotisation foncière des entreprises (CFE) :
- Calculée sur la valeur locative des biens immobiliers.
- Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) :
- Sur la valeur ajoutée produite par l'entreprise.
- Taux progressif en fonction du chiffre d'affaires.

4. Autres taxes et contributions

- Taxe d'apprentissage
- Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)
- Taxe sur les salaires (pour certaines entreprises non soumises à la TVA)

Le cadre juridique du droit fiscal des entreprises

1. La législation nationale

Le droit fiscal des entreprises est principalement encadré par :

- Le Code général des impôts (CGI)
- La loi de finances annuelle
- Les décrets et règlements d'application
- La jurisprudence administrative et judiciaire

Ce corpus de règles établit les modalités de calcul, de déclaration, et de paiement des impôts, ainsi que les sanctions en cas de non-conformité.

2. La doctrine administrative

Les instructions et commentaires de l'administration fiscale (BOFiP, rescrits fiscaux) orientent l'interprétation et l'application des règles fiscales.

3. La jurisprudence

Les tribunaux, notamment le Conseil d'État, jouent un rôle crucial dans l'interprétation du droit fiscal, en clarifiant les limites et modalités d'application des règles.

4. La réglementation internationale et européenne

- Conventions fiscales internationales : pour éviter la double imposition.
- Directive européenne : notamment en matière de TVA, de lutte contre la fraude fiscale et d'échange d'informations.

Les principes fondamentaux du droit fiscal des entreprises

- Principe de légalité : l'impôt doit être institué par une loi.
- Principe d'égalité : traitement fiscal équitable entre contribuables.
- Principe de neutralité : la fiscalité ne doit pas fausser indûment la concurrence.
- Principe de capacité contributive : l'impôt doit tenir compte de la capacité financière du contribuable.

Les mécanismes de gestion fiscale pour les entreprises

1. La planification fiscale

Les entreprises cherchent à optimiser leur fiscalité dans le respect de la législation, en utilisant :

- La structuration des opérations (fusions, acquisitions).
- La localisation des actifs et des activités.
- Le choix du régime fiscal le plus avantageux.

2. La gestion des risques fiscaux

- La vérification régulière de la conformité fiscale.
- La mise en place d'un contrôle interne rigoureux.
- La gestion des contentieux fiscaux (litiges, recours).

3. La responsabilité fiscale

Les dirigeants doivent veiller au respect des obligations fiscales pour éviter sanctions, pénalités, ou redressements.

Les enjeux et défis actuels du droit fiscal des entreprises

1. La digitalisation et la fiscalité

- La taxation des activités numériques.
- La lutte contre l'évasion fiscale via l'échange d'informations numériques.
- La mise en place de régimes spécifiques pour les géants du numérique.

2. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscale

- Renforcement des contrôles et des sanctions.
- Coopération internationale (OCDE, UE).
- Transposition des recommandations (BEPS, DAC 6).

3. La transition écologique et fiscale

- Incitations fiscales pour les investissements verts.
- Taxation des émissions de carbone.
- Favoriser une fiscalité responsable conforme aux enjeux environnementaux.

4. La réforme de la fiscalité des entreprises

- Révision des taux et des bases d'imposition.
- Simplification des règles.
- Harmonisation européenne.

Les enjeux pratiques pour les entreprises

- La nécessité d'un conseil fiscal expert pour naviguer dans la complexité légale.
- La mise en conformité avec les obligations déclaratives.
- La maximisation des avantages fiscaux tout en évitant les risques de redressement.
- La gestion de la relation avec l'administration fiscale.

Conclusion : le rôle stratégique du droit fiscal des entreprises

Le droit fiscal des entreprises est une discipline complexe, essentielle à la gestion économique et stratégique des sociétés. La maîtrise des règles fiscales permet non seulement de respecter la législation, mais aussi d'optimiser la performance financière et de sécuriser l'activité face aux risques fiscaux. À l'heure de la mondialisation, de la digitalisation, et des enjeux environnementaux, ce domaine demeure dynamique, nécessitant une veille constante et une adaptation permanente des stratégies fiscales des entreprises.

Une compréhension approfondie de ce cadre juridique est indispensable pour toute entreprise souhaitant concilier croissance, conformité, et responsabilité fiscale.

Question Quelles sont les principales obligations fiscales des entreprises en droit fiscal français? Les entreprises doivent notamment s'acquitter de la TVA, de l'impôt sur les sociétés, de la contribution économique territoriale, et respecter les déclarations fiscales périodiques ainsi que les obligations de documentation. Comment bénéficier des dispositifs de déduction ou d'exonération fiscale en droit des entreprises? Il faut respecter les conditions légales spécifiques, telles que l'investissement dans certains secteurs, la localisation géographique ou la création d'emplois, et faire une demande formelle auprès des autorités fiscales ou bénéficier des dispositifs automatiques. **Quels sont les enjeux du transfert de prix en droit fiscal des entreprises?** Le transfert de prix concerne la fixation des prix pour les transactions entre sociétés liées. Il vise à éviter l'évasion fiscale et assurer une juste répartition des bénéfices, en respectant les règles de prix de pleine

concurrence. Comment optimiser la fiscalité d'une PME ou d'une startup? L'optimisation passe par la structuration des investissements, l'utilisation des crédits d'impôt, la localisation stratégique, et la gestion efficace des déductions et amortissements, tout en respectant la législation fiscale. Quelles sont les conséquences d'une non-conformité aux obligations fiscales pour une entreprise? Les entreprises risquent des sanctions financières, des pénalités, des majorations, voire des poursuites pénales en cas de fraude ou de fraude fiscale avérée, ainsi qu'une possible perte de crédibilité et de réputation. Quels sont les principaux dispositifs de lutte contre la fraude fiscale des entreprises? Les dispositifs incluent la vérification de comptabilité, l'échange automatique d'informations, les contrôles fiscaux ciblés, et la mise en place de dispositifs de signalement et de conformité fiscale renforcée. Comment la fiscalité impacte-t-elle la stratégie de croissance d'une entreprise? La fiscalité influence les décisions d'investissement, de répartition des bénéfices, de localisation des activités, et de structuration juridique, en cherchant à minimiser la charge fiscale tout en respectant la législation. Quelles sont les nouveautés législatives récentes en droit fiscal des entreprises? Les réformes récentes incluent la mise en place du report en avant des déficits, la réforme du CITE, l'introduction de nouvelles mesures anti-abus, et la modification des règles de TVA intracommunautaire. Comment les entreprises peuvent-elles se préparer aux audits fiscaux? En maintenant une documentation comptable rigoureuse, en formant le personnel à la conformité fiscale, en réalisant des contrôles internes réguliers, et en consultant des experts en fiscalité pour anticiper les vérifications. Quels sont les principaux défis fiscaux liés à la digitalisation des entreprises? Les défis incluent la gestion de la TVA sur les services numériques, la conformité aux obligations de reporting digital, la protection des données fiscales, et l'adaptation aux nouvelles règles internationales sur la fiscalité numérique.

Related keywords: droit fiscal, fiscalité des entreprises, impôt sur les sociétés, optimisation fiscale, législation fiscale, fiscalité commerciale, audit fiscal, planification fiscale, réglementation fiscale, contentieux fiscal

Read the full article online: [Droit fiscal des entreprises](#)

Pra c cis de fiscalita c des entreprises 2019 202

pra c cis de fiscalita c des entreprises 2019 202 est une expression qui évoque les principaux aspects et les évolutions du cadre fiscal applicable aux entreprises en 2019. Comprendre ces pratiques fiscales est essentiel pour les gestionnaires, comptables, et entrepreneurs qui souhaitent optimiser leur conformité tout en maximisant leur rentabilité. La fiscalité des entreprises en 2019 a connu plusieurs changements et ajustements, influencés par les politiques gouvernementales, les directives européennes, ainsi que par l'évolution des pratiques comptables. Cet article explore en détail les pratiques de fiscalité des entreprises en 2019, en fournissant une analyse approfondie,

des conseils pratiques, et des recommandations pour une gestion fiscale efficace.

Introduction à la fiscalité des entreprises en 2019

La fiscalité des entreprises constitue un pilier fondamental de la gestion financière et stratégique. En 2019, le paysage fiscal a été marqué par des modifications visant à encourager l'investissement, à lutter contre l'évasion fiscale, et à harmoniser les pratiques au sein de l'Union européenne. La compréhension des pratiques fiscales en 2019 permet aux entreprises de mieux planifier leurs activités, d'éviter les pénalités, et de bénéficier d'avantages fiscaux.

Contexte économique et réglementaire en 2019

L'année 2019 a été une période de transition pour de nombreux pays, avec des réformes fiscales qui ont cherché à soutenir la croissance économique tout en renforçant la transparence. La lutte contre l'évasion fiscale, notamment via la mise en œuvre de la norme OCDE BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), a été une priorité. Par ailleurs, plusieurs pays ont réduit ou ajusté leur taux d'imposition pour attirer les investissements étrangers.

Objectifs de cet article

- Présenter les principales pratiques fiscales adoptées par les entreprises en 2019
- Analyser l'impact des réformes fiscales sur la gestion d'entreprise
- Fournir des conseils pour optimiser la fiscalité en conformité avec la législation
- Aborder les enjeux liés à la conformité, à la planification fiscale, et à l'utilisation des crédits d'impôt

Les principales pratiques fiscales des entreprises en 2019

Les pratiques fiscales en 2019 se distinguent par plusieurs axes clés, allant de la gestion des déclarations fiscales à l'utilisation stratégique des dispositifs d'incitation fiscale.

- La gestion proactive des déclarations fiscales

Une pratique essentielle en 2019 a été l'adoption d'une gestion proactive et transparente des déclarations fiscales. Cela inclut :

- La préparation anticipée des déclarations de résultats
- La vérification régulière des déclarations pour éviter les erreurs

- La mise en place d'un système de contrôle interne pour assurer la conformité
- L'optimisation de la fiscalité par la planification fiscale

L'optimisation fiscale consiste à structurer les opérations de l'entreprise pour réduire la charge fiscale tout en restant dans la légalité. En 2019, cela comprenait :

- La réorganisation des filiales pour bénéficier d'avantages fiscaux régionaux
- L'utilisation de mécanismes de déduction ou amortissement accéléré
- La gestion des crédits d'impôt liés à la recherche et développement (R&D)
- La conformité avec la réglementation européenne et nationale

Les entreprises ont dû veiller à respecter les obligations fiscales locales et européennes, notamment :

- La déclaration de la TVA
- La déclaration de l'impôt sur les sociétés (IS)
- La transparence dans les opérations transfrontalières
- La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

En 2019, la lutte contre la fraude fiscale a été renforcée via :

- La coopération internationale entre autorités fiscales
- La mise en œuvre de dispositifs de reporting pays par pays
- La vérification renforcée des opérations suspectes
- La digitalisation des processus fiscaux

L'ère numérique a permis aux entreprises d'adopter des outils pour automatiser et sécuriser leurs processus fiscaux, incluant :

- La facturation électronique
- La dématérialisation des déclarations fiscales
- Le suivi en temps réel de la situation fiscale

Les dispositifs fiscaux spécifiques en 2019

Plusieurs dispositifs fiscaux ont été mis en place ou renforcés en 2019 pour encourager certaines activités ou investissements.

- Crédits d'impôt pour la R&D

Les entreprises innovantes ont pu bénéficier de crédits d'impôt pour la recherche et le développement, permettant de réduire leur impôt sur les sociétés. Les points clés incluaient :

- La possibilité de déduire jusqu'à 30% des dépenses de R&D
- La déclaration spécifique à réaliser lors de la déclaration annuelle

- Amortissements accélérés

Pour encourager l'investissement, des mesures d'amortissement accéléré ont été adoptées, notamment pour :

- Les équipements de production
- Les logiciels et les actifs immatériels

- Zones franche et incitations régionales

Certaines régions ont été désignées comme zones d'incitation fiscale afin d'attirer les entreprises :

- Exonérations temporaires d'impôts locaux
- Réductions de la taxe professionnelle

- Taxe sur les transactions financières

Bien que moins généralisée, la taxe sur certaines opérations financières a été instaurée ou renforcée pour limiter la spéculation.

Les enjeux et défis de la fiscalité en 2019

L'année 2019 a soulevé plusieurs enjeux pour les entreprises en matière de fiscalité, notamment en termes de conformité, d'optimisation, et de gestion des risques.

- Conformité réglementaire accrue

Les entreprises devaient se conformer à des règles strictes et souvent complexes, ce qui nécessitait une mise à jour régulière des connaissances et des outils.

- Risques de pénalités et de contrôles

Une mauvaise gestion fiscale pouvait entraîner des pénalités financières et des contrôles renforcés de la part des autorités.

- Impact de la digitalisation et de la transparence

La digitalisation a accru la transparence, mais aussi la complexité de la gestion fiscale, nécessitant une adaptation continue.

- Gestion des risques liés à l'utilisation des dispositifs d'incitation

Les entreprises devaient veiller à ne pas dépasser les limites légales ou à ne pas recourir à des pratiques abusives.

Recommandations pour une gestion fiscale efficace en 2019

Pour naviguer efficacement dans le paysage fiscal de 2019, voici quelques recommandations clés :

- Mettre en place une veille fiscale régulière

Suivre l'évolution de la législation fiscale pour anticiper les changements.

- Collaborer avec des experts fiscaux

Faire appel à des fiscalistes ou des cabinets spécialisés pour optimiser la gestion fiscale.

- Utiliser la digitalisation à son avantage

Automatiser les processus pour réduire les erreurs et gagner en efficacité.

- Assurer une documentation rigoureuse

Conserver toutes les preuves et justificatifs pour justifier les pratiques en cas de contrôle.

- Anticiper la planification fiscale

Planifier en amont pour bénéficier des dispositifs d'incitation et éviter les pièges.

Conclusion

Les pratiques de fiscalité des entreprises en 2019 ont été marquées par une volonté de conformité, d'optimisation, et d'innovation. La compréhension approfondie de ces pratiques permet aux entreprises de mieux gérer leur fiscalité, d'éviter les risques, et de tirer parti des dispositifs existants pour soutenir leur croissance. En restant informées et en adoptant une approche proactive, les entreprises peuvent transformer la gestion fiscale en un levier stratégique essentiel pour leur succès.

En résumé, maîtriser les pratiques de fiscalité des entreprises 2019 est une étape cruciale pour toute organisation souhaitant évoluer dans un environnement fiscal complexe et en constante évolution.

Praxis de fiscalité des entreprises 2019-2020 : Analyse approfondie et enjeux majeurs

L'année 2019-2020 a marqué une étape cruciale dans l'évolution de la fiscalité des entreprises à l'échelle mondiale, avec des réformes, des ajustements et des débats intensifiés autour de la manière dont les gouvernements et les entreprises gèrent leurs obligations fiscales. La pratique de la fiscalité des entreprises durant cette période a été façonnée par des enjeux économiques, politiques et sociaux, influençant la compétitivité, la transparence, et l'équité du système fiscal. Cet article propose une analyse détaillée de ces pratiques, en mettant en lumière les principaux changements, stratégies, défis et perspectives qui ont caractérisé cette période charnière.

Contexte général de la fiscalité des entreprises en 2019-2020

Les enjeux économiques et politiques

L'année 2019 a été marquée par une complexification du contexte économique mondial, avec la montée du protectionnisme, la guerre commerciale sino-américaine, et une incertitude accrue sur la croissance économique globale. Dans ce climat, la fiscalité des entreprises a été au cœur des préoccupations, car elle constitue un levier essentiel pour stimuler la croissance, attirer les investissements et assurer la souveraineté fiscale.

Les politiques fiscales ont été également influencées par de nombreux débats autour de la justice fiscale, de la lutte contre l'évasion fiscale, et de la répartition équitable des recettes fiscales entre les différentes parties prenantes. La pression exercée par la société civile, les ONG, et les organisations internationales a poussé certains gouvernements à revoir leurs stratégies de taxation pour réduire l'écart entre les grandes multinationales et les PME.

Les évolutions réglementaires internationales

Une étape clé de cette période a été la mise en œuvre de nouvelles directives et initiatives internationales visant à renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale. Parmi elles, l'Action 13 du projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE a introduit des standards pour une meilleure transparence des rapports fiscaux des multinationales.

De plus, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a introduit le cadre de l'Inclusive Framework, qui rassemble plus de 135 pays pour harmoniser la fiscalité des entreprises à l'échelle mondiale. La mise en œuvre de la Taxe sur les services numériques (DST) dans plusieurs pays, ainsi que la proposition de l'Impôt minimum mondial (minimum corporate tax), ont également marqué cette période.

Les principales réformes fiscales en 2019-2020

Révision des taux d'imposition et mesures incitatives

De nombreux pays ont revisité leur politique fiscale en ajustant les taux d'imposition sur les sociétés. Par exemple, certains ont réduit leur taux pour attirer les investissements étrangers ou pour encourager la création d'entreprises. À l'inverse, d'autres ont introduit des mesures pour augmenter la progressivité ou élargir l'assiette fiscale.

Les mesures incitatives, telles que les crédits d'impôt, déductions pour investissements ou zones franches, ont été renforcées ou modifiées pour stimuler l'innovation, la recherche et le développement, ou encore la transition énergétique. Ces outils ont été utilisés stratégiquement par

les entreprises pour optimiser leur charge fiscale tout en respectant la législation.

Introduction de nouvelles obligations déclaratives et de transparence

En réponse aux recommandations internationales, plusieurs pays ont renforcé leurs obligations déclaratives. La déclaration pays par pays (CbCR) est devenue un standard pour la transparence des multinationales, obligeant ces dernières à fournir des informations détaillées sur leurs revenus, impôts payés, et activités par pays.

Ces mesures ont permis d'accroître la transparence, mais aussi de mieux cibler la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement. Les entreprises ont dû mettre en place des systèmes de reporting complexes pour se conformer à ces nouvelles exigences, ce qui a engendré des coûts et des ajustements organisationnels.

Les stratégies fiscales adoptées par les entreprises

Optimisation fiscale et planification stratégique

Face à un paysage réglementaire en mutation, les entreprises ont adopté diverses stratégies pour optimiser leur charge fiscale. Parmi celles-ci :

- Utilisation de filiales et de structures offshore : pour bénéficier de régimes fiscaux plus avantageux ou pour centraliser les profits.
- Inclusion de prix de transfert : pour répartir équitablement les bénéfices entre différentes filiales à travers le monde, tout en respectant la réglementation.
- Dénaturation des activités : en structurant les opérations pour maximiser les déductions et crédits d'impôt.
- Innovation dans la localisation des investissements : en choisissant des juridictions à fiscalité avantageuse ou offrant des incitations spécifiques.

Ces stratégies, souvent légales, soulèvent néanmoins des questions éthiques et de transparence, notamment lorsque leur objectif principal est la réduction de la charge fiscale.

Risques et enjeux pour les entreprises

L'adoption de stratégies d'optimisation fiscale comporte des risques, notamment :

- Risque réglementaire : changements législatifs ou nouvelles normes pouvant remettre en cause des structures existantes.

- Risque réputationnel : perception négative de l'opinion publique ou des investisseurs face à des pratiques jugées agressives ou agressives.
- Risques juridiques : contentieux avec l'administration fiscale ou sanctions en cas de non-conformité.

Ainsi, la pratique fiscale doit être équilibrée entre optimisation légale et responsabilité sociale, tout en anticipant les évolutions réglementaires.

Les défis majeurs rencontrés par les acteurs fiscaux

La lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal

L'un des défis cruciaux a été de renforcer la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal. La complexité des structures multinationales et la sophistication des stratégies d'optimisation ont rendu cette tâche ardue. La coopération internationale s'est intensifiée, avec des échanges automatiques d'informations et la mise en place de mécanismes de contrôle renforcés.

Les initiatives telles que l'Action 15 du programme BEPS ont permis de créer un cadre pour une coopération plus efficace, mais leur mise en œuvre reste un processus long et complexe.

Respect des normes internationales et adaptation nationale

Les pays sont confrontés au défi d'harmoniser leur législation fiscale avec les standards internationaux tout en répondant aux besoins spécifiques de leur économie. La mise en conformité implique souvent des investissements importants dans la formation, la technologie et la gestion administrative.

De plus, la diversité des régimes fiscaux et la souveraineté nationale compliquent l'harmonisation, nécessitant un dialogue constant entre acteurs publics et privés.

Impact sur la compétitivité des entreprises

Les réformes fiscales peuvent avoir des effets contrastés sur la compétitivité. Si des réductions de taux ou des incitations attirent des investissements, elles peuvent aussi réduire les recettes fiscales nécessaires au financement des services publics. La difficulté réside dans la conciliation entre attractivité et justice fiscale.

Perspectives et enjeux futurs

Vers une fiscalité plus équitable et transparente

Les tendances indiquent une volonté croissante de rendre la fiscalité des entreprises plus juste et transparente. L'émergence de taxes digitales, la mise en place de minimums mondiaux d'imposition, et l'amélioration de la coopération internationale vont continuer à modeler le paysage fiscal.

Les entreprises devront s'adapter à ces nouvelles normes, en investissant dans des systèmes de conformité et en adoptant une culture de responsabilité fiscale.

Technologie et innovation dans la pratique fiscale

L'intelligence artificielle, la blockchain, et l'analyse de données jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion fiscale. Ces technologies permettent une meilleure détection des anomalies, une optimisation des processus, et une transparence accrue.

Les acteurs fiscaux, publics comme privés, doivent intégrer ces innovations pour rester efficaces face à la complexité croissante des enjeux.

Défis géopolitiques et économiques

Les tensions géopolitiques peuvent influencer la politique fiscale, avec des risques de fragmentation ou de compétition fiscale accrue entre nations. La coopération internationale devra donc continuer à jouer un rôle clé pour garantir un système fiscal mondial stable et équitable.

En conclusion, la pratique de la fiscalité des entreprises durant la période 2019-2020 a été marquée par une dynamique intense d'adaptation, d'innovation et de contestation. La quête d'un équilibre entre compétitivité, transparence, et justice fiscale reste au cœur des enjeux, et les acteurs doivent faire preuve de vigilance, d'éthique et d'innovation pour naviguer dans ce paysage en constante évolution.

Question Quelles sont les principales modifications apportées aux pratiques de fiscalité des entreprises en 2019? En 2019, les pratiques de fiscalité des entreprises ont été influencées par la lutte contre l'évasion fiscale, la mise en œuvre de nouvelles règles en matière de fiscalité numérique, et l'introduction de mesures visant à renforcer la transparence fiscale, notamment via l'échange automatique d'informations entre pays. Comment la réforme de la fiscalité des entreprises en 2019 a-t-elle impacté la déductibilité des charges? La réforme a introduit des restrictions sur la déductibilité de certaines charges, notamment celles liées à l'optimisation fiscale agressive, tout en renforçant les contrôles pour assurer que seules les dépenses engagées dans l'intérêt de l'entreprise soient déductibles. Quels sont les enjeux principaux de la conformité fiscale pour les entreprises en 2019? Les enjeux principaux incluent la conformité avec les nouvelles réglementations en matière de reporting, la gestion des risques liés à la fiscalité internationale, et l'adaptation aux exigences accrues en transparence et en lutte contre la fraude fiscale. Quels outils

ou stratégies les entreprises ont-elles adoptés en 2019 pour optimiser leur fiscalité? Les entreprises ont privilégié l'utilisation de dispositifs de planification fiscale prudente, l'optimisation de leur structure juridique, et l'investissement dans des solutions technologiques pour assurer la conformité tout en minimisant leur charge fiscale. Quelle influence ont eu les directives de l'OCDE sur la fiscalité des entreprises en 2019? Les directives de l'OCDE, notamment le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting), ont encouragé les entreprises à revoir leurs stratégies fiscales pour éviter l'érosion de leur base d'imposition et à adopter des pratiques plus transparentes et conformes aux standards internationaux. Comment la fiscalité des entreprises en 2019 a-t-elle évolué avec la digitalisation de l'économie? La digitalisation a entraîné la mise en place de nouvelles règles fiscales, comme la taxation des services numériques, et a poussé les gouvernements à adapter leur législation pour mieux capturer la valeur créée par les activités en ligne, impactant ainsi la planification fiscale des entreprises du secteur numérique.

Related keywords: praxis de fiscalité des entreprises, fiscalité entreprise 2019, fiscalité des sociétés, réglementation fiscale 2019, obligations fiscales entreprises, législation fiscale 2019, déclaration fiscale entreprise, optimisation fiscale 2019, réforme fiscale entreprises 2019, conformité fiscale entreprise

Read the full article online: [PRA C CIS DE FISCALITA C DES ENTREPRISES 2019 202](#)